

Art. 16. A l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 janvier 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le premier alinéa, les mots "le pouvoir organisateur" sont remplacés par les mots "l'instance de gestion";

2° le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

"L'autorisation de planification sur laquelle l'agrément de la maison de soins psychiatriques ou de l'initiative d'habitations protégées était basé, échoit six mois après la date de fermeture.";

3° il est ajouté un troisième alinéa, rédigé comme suit :

"L'autorisation de planification sur laquelle l'agrément de la maison de repos et de soins était basé, échoit à la date de fermeture."

Art. 17. Dans le chapitre 4 du même arrêté, il est inséré un article 24/1, rédigé comme suit :

"Art. 24/1. Tant que le chapitre 3 du décret du 7 décembre 2007 portant création du Conseil consultatif stratégique pour la Politique de l'Aide sociale, de la Santé et de la Famille et d'une Commission consultative pour les Structures de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Famille n'est pas entré en vigueur, la réclamation, visée à l'article 5, est traitée conformément au chapitre 7, section 3, et au chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 janvier 1997 portant exécution du décret du 20 décembre 1996 portant création d'un Conseil flamand de la Santé et d'un Conseil consultatif flamand pour l'agrément des établissements de soins."

Art. 18. Dans le chapitre 4 du même arrêté, il est inséré un article 24/2, rédigé comme suit :

"Art. 24/2. Les maisons de repos et de soins, déjà agréées à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 22 juillet 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 février 1997 fixant la procédure d'agrément et de fermeture des maisons de repos et de soins, des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées et des associations d'institutions et de services psychiatriques, demeurent agréées jusqu'au 31 décembre 2014 inclus sur la base des règles applicables avant la date d'entrée en vigueur du même arrêté, à moins que leur agrément n'échoit ou ne soit retiré antérieurement à cette date.

§ 2. Les demandes d'agrément ou de prolongation d'agrément des maisons de repos et de soins qui sont en cours de traitement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 22 juillet 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 février 1997 fixant la procédure d'agrément et de fermeture des maisons de repos et de soins, des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées et des associations d'institutions et de services psychiatriques, peuvent être agréées jusqu'au 31 décembre 2014 inclus sur la base des règles applicables avant la date d'entrée en vigueur du même arrêté.

§ 3. Les procédures relatives au raccourcissement ou au retrait de l'agrément des maisons de repos et de soins, dans lesquelles un avis formel de l'intention de raccourcissement ou de retrait a déjà été notifié à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 22 juillet 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 février 1997 fixant la procédure d'agrément et de fermeture des maisons de repos et de soins, des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées et des associations d'institutions et de services psychiatriques, sont poursuivies sur la base des règles applicables avant la date d'entrée en vigueur du même arrêté."

Art. 19. Le Ministre flamand ayant dans ses attributions la politique en matière de santé, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2519

[C — 2011/31454]

8 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à l'affichage prescrit pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme;

Vu l'avis 49.899/2/V du Conseil d'Etat donné le 19 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les modifications proposées n'ont pas d'incidence notable sur le développement de la Région, l'avis de la Commission régionale de développement ne doit pas être sollicité conformément à l'article 7, alinéa 2 du Cobat;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Aménagement du Territoire,

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 2519

[C — 2011/31454]

8 SEPTEMBER 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 september 2011 betreffende de aanplakking en de verwittiging, voorgeschreven voor de toegestane stedenbouwkundige handelingen en werken

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992 betreffende de aanplakking die is voorgeschreven voor de toegestane stedenbouwkundige handelingen en werken;

Gelet op het advies 49.899/2/V van de Raad van State uitgebracht op 19 juli 2011 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de voorgestelde wijzigingen geen aanzienlijke impact hebben op de ontwikkeling van het Gewest, is het niet nodig het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie overeenkomstig artikel 7, tweede lid van het BWRO in te winnen;

Op de voordracht van de Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° " CoBAT " : Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire.

2° "travaux d'infrastructure : la création, la modification, la transformation et la suppression des voiries, ponts, tunnels, parkings sur le domaine public, voies ferrées, métro, ouvrages hydrauliques, égouts, canaux, ports, installations anti-bruit, ainsi que des conduites et installations de transport d'énergies, de matières premières et de télécommunications.

CHAPITRE II. — *Obligation d'affichage*

Art. 2. L'avis requis par l'article 194/2, alinéa 1^{er}, du CoBAT est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. L'avis mentionne le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelle prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible d'atteindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

Art. 4. L'avis est affiché au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 5. § 1^{er}. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un permis d'urbanisme relatif à des travaux d'infrastructure, l'avis doit être affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée.

Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m², les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m².

CHAPITRE III. — *Obligation d'avertissement*

Art. 6. Dans l'avertissement visé à l'article 194/2, alinéa 3, du CoBAT, le titulaire du permis mentionne les informations suivantes :

1° les références du permis : références du dossier, adresse du bien, date de délivrance du permis, autorité ayant délivré le permis;

2° son nom ou sa raison sociale;

3° la date de commencement des actes ou travaux;

4° la date d'affichage de l'avis indiquant que le permis a été délivré;

5° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur ou du responsable du chantier.

Art. 7. L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à l'affichage prescrit pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme est abrogé.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Urbanisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 septembre 2011;

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « BWRO » : het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

2° « infrastructuurwerken » : het aanleggen, het wijzigen, het verbouwen of het afschaffen van wegen, bruggen, tunnels, parkeer-ruimten op het openbaar domein, spoorwegen, metro, hydraulische werken, rioleringen, kanalen, havens, geluidswerende inrichtingen en van de leidingen en installaties voor energie- en grondstoffenvervoer en voor telecommunicatie.

HOOFDSTUK II. — *Verplichting van aanplakking*

Art. 2. De door artikel 194/2, eerste lid, van het BWRO vereiste mededeling is conform het bij dit besluit gevoegde affichemodel.

Art. 3. Het advies vermeldt de naam van de betreffende gemeente, het type vergunning dat werd afgegeven, de datum van afgifte van de vergunning en die van haar eventuele uitdrukkelijke of stilzwijgende verlenging, de vergunningverlenende overheid, het voorwerp van de vergunning, de duur van de werken, de naam, het adres en het telefoonnummer waar de aannemer of de werfbeheerder bereikbaar is, evenals het uurrooster van de werf.

Art. 4. Het advies wordt ten minste acht dagen vóór de aanvang van de werken of vóór overgegaan wordt tot de handelingen waarvoor de vergunning afgegeven werd, aangeplakt.

Art. 5. § 1. Het aanplakbiljet wordt in het zwart op wit papier van formaat DIN A3 gedrukt. Het wordt op de grens van het goed en gelijklopend met de openbare weg aangebracht op een hoogte van 1,50 meter, indien nodig op een schutting of op een paal met paneel, zodat het gemakkelijk kan gelezen worden. Tijdens de hele duur van de bekendmaking moet het aanplakbiljet goed zichtbaar en leesbaar blijven.

§ 2. Als het om een stedenbouwkundige vergunning gaat die betrekking heeft op infrastructuurwerken, dient de mededeling minstens op twee plaatsen van het betrokken weggedeelte op dezelfde wijze aangeplakt te worden.

Indien de handelingen en werken betrekking hebben op een weggedeelte van meer dan 100 meter lang of op meerdere weggedeelten, dan moet de mededeling naargelang het geval iedere 100 meter of op elk weggedeelte worden aangeplakt.

§ 3. Indien de handelingen of werken betrekking hebben op een vloeroppervlakte van meer dan 1 000 m², dan dient de tekst van de bijlage bovendien op een paneel van minstens 4 m² in grote letters aangebracht te worden.

HOOFDSTUK III. — *Verplichting van aanplakking*

Art. 6. In de in artikel 194/2, derde lid, van het BWRO bedoelde bekendmaking, deelt de houder van de vergunning volgende informatie mee :

1° de referenties van de vergunning : referenties van het dossier, adres van het goed, datum van de afgifte van de vergunning, overheid die de vergunning heeft afgegeven;

2° zijn naam of maatschappelijk doel;

3° de aanvangsdatum van de handelingen of werken;

4° de datum van de aanplakking van het advies dat vermeldt dat de vergunning werd afgegeven;

5° de naam, het adres en het telefoonnummer van de aannemer of van de werfbeheerder.

Art. 7. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992 betreffende de aanplakking voorgeschreven voor de toegestane handelingen en werken inzake stedenbouw, wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister die bevoegd is voor Stedenbouw wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE